

Non pas que les phénomènes précurseurs d'octobre, l'annonçant comme un terme inévitable, obligeant à prévoir que les gouvernants seraient, par la violence, déposés du pouvoir, n'aient été pris en considération par les cercles dirigeants. La situation du pays est fort bien définie dans la déclaration de la démocratie révolutionnaire, lue par Tchkhéidzé à la Conférence Moscovite des Hommes d'Etat : « L'armée bat en retraite. Les finances du pays périclitent. Les chemins de fer sont dans un complet désarroi. L'industrie tombe en ruines. La famine menace les villes. La non-satisfaction des besoins populaires pourrait bien avoir les conséquences les plus dangereuses et compromettre l'existence même de l'Etat ».

Plus que cela : connaissant la situation du pays, ils savaient aussi ce que devrait être le pouvoir qui sauverait la nation : « Le pouvoir doit être révolutionnaire et il doit résolument mettre les ressources et la main-d'œuvre dont l'Etat sent le besoin à la disposition de la nation, en nationalisant les valeurs les plus considérables et les moyens de production, en pratiquant l'emprunt forcé et le service obligatoire du travail ». Tels étaient les termes employés par le Comité Général de l'Armée, dans son manifeste du 19 octobre, presque à la veille du coup d'Etat.

Mais le gouvernement qui était officiellement et intimement un pouvoir de coalition ne pouvait s'engager dans une voie si décisive ; il était d'ailleurs trop tard. La patience était à bout, la coupe débordait. Le Comité de l'Armée le sentait bien. « Tout a été dit et les délais sont passés. L'heure est venue pour l'histoire de rendre son verdict. Nous avons atteint la frontière de la nouvelle époque, nous voyons le déclin de l'ancienne et l'aube d'une existence nouvelle pour les peuples ». Et « malheur à ceux qui ne comprendraient point la grandeur des événements prochains et qui mettraient les destinées de leur misérable « moi » au-dessus des destinées du peuple ! »

Le peuple était à bout. Aux trente mois d'affreuse guerre que l'on avait subis sous le gouvernement du tsar s'ajouteraient bientôt une nouvelle année, non moins dure, sous le Gouvernement Provisoire. On n'entrevoit aucun mieux. Les hommes débiles et incapables que l'ironie du sort avait investis du gouvernement pendant ces derniers mois, s'arrêtaient devant les problèmes, reculaient devant l'ouvrage et... attendaient le patron. Le patron vint alors. Non pas celui sur lequel on avait compté, mais le vrai, l'authentique fondé de pouvoirs du peuple exténué des travailleurs. Ce patron, c'était le bolchévik.

Depuis les 16-20 octobre, tout le monde à Pétersbourg attendait l'action des bolchéviks. L'imminence d'une saisie du pouvoir apparut clairement après la résolution votée par le Soviet des D. P. O. S. de Pétersbourg, le 25 septembre. La milice patrouillait dans les quartiers. Le chef de la région militaire, le colonel Polkovnikov visitait les casernes ; dans la société et dans les journaux, on percevait de l'affolement, on constatait l'incertitude du lendemain ; les réunions votaient des résolutions et imprimaient des appels. Seuls, les bolchéviks étaient organisés, s'appuyaient sur les masses, qui commençaient à apprécier justement la salade de partis que les premiers mois de révolution leur avaient offerte ; seuls, les bolchéviks marchaient d'un pas ferme et persévérant vers le but qu'ils s'étaient donné.

Après avoir conquis la section ouvrière du Soviet de Pétersbourg, le bolchévisme obtint l'assentiment de la section militaire. De nombreux Soviets provinciaux adoptent les formules proclamées par les Soviets de Pétersbourg et de Moscou. Les préparatifs du II^e Congrès des Soviets sont menés énergiquement. Le prestige du gouvernement tombe définitivement. L'éloquence hystérique, les

cris du « patriotisme » exaspéré ne réussissent plus comme auparavant. Le 18 juin, Kalouchitch et Kornilov, images du passé, ont dessillé les yeux aux plus aveugles. Le Comité Exécutif Central et le Conseil Provisoire de la République se flattent pourtant encore d'une autorité illusoire. Plusieurs Comités d'Armée, présentant l'issue du conflit, protestent vainement contre la convocation du Congrès des Soviets. Résolutions et protestations, flots brûlants d'éloquence continuent à se déverser jusqu'au moment de l'ouverture du Congrès.

Coup d'Etat... Le pouvoir du Gouvernement Provisoire est tombé. La démocratie révolutionnaire s'était imaginée qu'après l'explosion de février, toute action révolutionnaire devrait se présenter sous l'aspect d'une évolution régulière ; elle considéra le 25 octobre avec une stupéfaction qui dépassait toutes ses émotions des mois précédents. La philosophie générale de cette démocratie, son idéologie, ses opinions, tout cela était mort à jamais. Quelques coups de canon, quelques feux de peloton, un mort, trois blessés, l'infructueuse manifestation de ceux qui se rendirent au Palais d'Hiver pour y « mourir », avec Schreider à leur tête : — et ce fut tout...

Mais une désillusion plus cruelle était réservée à certains idéalistes de Pétersbourg : dans la nuit du 25 octobre, on apprit que le généralissime et premier-ministre, le socialiste Kérénsky, marchait à la tête des cosaques pour dompter l'insurrection de la capitale. Le révolutionnaire d'hier, aujourd'hui gouvernant mis à la retraite par les classes laborieuses, se disposait à réduire par la violence, par la force des balles et des fouets de sa cavalerie, les citoyens indociles de « sa » république. Bien entendu, dans cette entreprise, le socialiste trouva plus d'alliés qu'il ne lui en fallait. Il eut l'approbation ou le concours de tous ceux qui se trouvaient à droite du bolchévisme, l'extrême droite y comprise.

En cet instant-là mourut cette démocratie révolutionnaire qui avait prétendu, avec son idéal, guider vers les conquêtes révolutionnaires le pays affranchi. A ce moment-là, les éléments les meilleurs, et les plus susceptibles de compréhension qui subsistaient encore de cette démocratie, furent délivrés des mirages et des formules éphémères d'affranchissement qui les avaient trompés aux jours passés, — formules qui préparaient une nouvelle servitude, un retour à l'ancien régime et à l'ancienne constitution sociale.

Poursuivant une grande lutte intérieure et une évolution intime au fur et à mesure des événements, l'élite révolutionnaire de la démocratie transforma peu à peu son idéologie et s'est groupée autour du drapeau communiste qui mène la révolution. D'autres tenants de cette grande démocratie russe, — caractères mesquins, égoïstes, esprits bornés, — dans leur recul progressif, se sont retrouvés, en fin de compte, chez Koltchak, chez Wrangel et à la Cause Commune de Bourtsév.

Quatre ans seulement se sont écoulés et la démocratie révolutionnaire russe ne constitue plus une de ces forces réelles avec lesquelles on doit compter.

